



Réunion du groupe-pays Liban de Cités Unies France

Relevé de décisions

Réunion du 13 avril 2021 – 14h30 – 16h, en visio-conférence

39 participants (cf la liste en annexe)

Principales conclusions de la réunion

Prenant la suite de Valérie Dumontet, vice-présidente du conseil départemental de l'Aude, Aurélie le Meur, 1^{ère} adjointe de la ville de Chambéry est devenue la nouvelle présidente du groupe-pays Liban.

La réunion permet, en présence des représentants d l'Ambassade de France au Liban, de partager des repères sur la situation politique, économique, sociale et financière du Liban aujourd'hui. Elle est aussi l'occasion de mesurer l'impact des crises que traverse le Liban pour les acteurs française et libanais de la coopération décentralisée, dont l'utilité et la pertinence s'avèrent renforcées dans le contexte extrêmement sensible du pays.

Encourager et encadrer les coopérations de sortes qu'elles soient structurantes tout en répondant aux besoins plus urgents de la population est l'objectif du groupe-pays Liban.

Il s'appuiera notamment pour ce faire sur une collaboration avec le BTVL / Cités Unies Liban et sur la dynamique initiée autour du Fonds de solidarité ouvert par CUF en direction du Liban

Des séminaires et réunions du groupe-pays autour de ce double enjeu sont à concevoir prochainement pour répondre aux attentes des membres du groupe-pays.

1/ Introduction, Mot d'accueil de la présidente et ambition pour le groupe-pays *Mme*

Aurélie Le Meur, 1^{ère} adjointe au Maire de Chambéry

Le groupe-pays Liban de Cités Unies France a été créé en 2002 pour encourager le développement de la coopération décentralisée franco-libanaise avec la volonté d'accompagner le Liban dans la reconstruction de ses collectivités locales après les années guerre civile. Le groupe-pays a ainsi contribué à l'organisation de plusieurs rencontres de la coopération décentralisée franco-libanaise dont la dernière date de septembre 2019.

Il a été présidé par Valérie Dumontet, vice-présidente du conseil départemental de l'Aude et nouvelle présidente du groupe thématique ODD de Cités Unies France, à qui il a été rendu hommage pour son excellent travail et son investissement. Ce dernier se poursuit d'ailleurs au Liban en tant que présidente et gestionnaire du fonds de solidarité Liban de Cités Unies France.

La Ville de Chambéry est engagée depuis 2 ans au Liban. Malgré ce récent engagement, elle a pleinement consciente des relations entre collectivités françaises et libanaises notamment dans ce contexte de crises multidimensionnelles que traverse le pays. A Chambéry, la coopération décentralisée est une histoire ancienne qui a marqué et construit l'ADN de la ville. Elle est ambitieuse, portée par l'ensemble de l'équipe municipale depuis 30 ans, mettant en avant le respect de la gouvernance sur chacun des territoires, les relations humaines au cours des échanges, l'innovation et les expérimentations. Ce sont ces valeurs que la nouvelle présidente veut transmettre.

Aurélie Le Meur a eu une expérience au cours de ces 15 dernières années en France et à l'international où elle a pu s'impliquer en tant que bénévole mais également professionnelle sur différents projets de développement locale et durable mais aussi d'économie sociale et solidaire dans plusieurs pays (Cambodge, Burkina Faso, Sénégal, plusieurs pays d'Amérique Latine...).

Il y a une volonté de représenter les collectivités françaises engagées au Liban, de porter des projets mutualisés en cohérence avec les orientations stratégiques de la diplomatie française. En effet, aujourd'hui, Chambéry, la Communauté Urbaine de Dunkerque ainsi que le Conseil Départemental de l'Aude s'engagent dans un projet de coopération mutuelle sur une étude d'impact des changements climatiques sur le bassin versant du Nahr Abou Ali dans le Nord Liban.

A la fin de l'année 2019, le Liban s'est enfoncé dans une crise économique et sociale. Un mouvement populaire qui dépasse les clivages confessionnels a émergé pour réclamer des réformes structurelles et en même temps, le pays a été touché par l'épidémie de COVID-19. C'est dans ce contexte que le Liban fait face à l'explosion du port de Beyrouth en août 2020.

L'ambition du groupe-pays sera de donner des repères aux collectivités françaises pour les aider à avancer dans ce contexte et de s'appuyer sur le programme présidé par Valérie Dumontet pour renforcer les liens entre les collectivités françaises et libanaises.

2/ Le Liban : repères sur l'actualité : La coopération bilatérale libano-française,

Marie Buscail, conseillère de coopération et d'action culturelle, Ambassade de France au Liban.

- Situation politico-économique :
- **Crise multiforme** qui dure depuis maintenant un an et demi, depuis octobre 2019, au moment de la contestation sociale et politique qui a pris la forme d'une révolution due à l'absence de gestion des politiques publiques, contre les gouvernants, les dérives liées à la corruption, à la mauvaise gestion, voire à l'absence de gestion et de service public. Pour mémoire, les déficiences dans les services de base ont généré une colère à l'égard des pouvoirs publics et centraux ces dernières années (notamment ce qu'on a appelé « la crise des poubelles » en 2015 et l'insuffisance de l'approvisionnement en eau et électricité).
- **Crise financière et économique** en mars 2020 avec un premier défaut de paiement du pays. S'en est suivi une crise financière et monétaire avec une dépréciation de la livre libanaise, une inflation (sur 1 an + 140% d'inflation). Le pays s'est enfoncé dans la pauvreté (il a perdu 25% de son PIB et fait partie des 3 premiers pays qui ont connu le plus fort recul économique en 2020). Le taux de pauvreté a bondi à + 50% de la population en dessous du seuil de pauvreté. Il y a donc une crise extrêmement brutale et dont les effets sont directs sur la population d'autant plus qu'il y a très peu de filet social au Liban capable d'amortir les chocs.
- **Crise politique** : absence de gouvernement. Le gouvernement de Hassan Diab a démissionné mi-août 2020 à la suite de l'explosion. C'est donc un gouvernement provisoire d'expédition des affaires courantes qui est actuellement en place. Depuis la mi-août et malgré les interventions, notamment française, pour aider à la constitution d'un nouveau gouvernement, le blocage politique se poursuit et reste sans perspectives à court terme.
- **L'implication française** a été très forte et au plus haut niveau depuis l'explosion du 4 août avec deux visites présidentielles : l'une le 6 août, l'autre le 31-1er septembre ; l'organisation de deux conférences internationales pour mobiliser la communauté internationale au chevet du Liban et pour mettre en place des mécanismes de soutien au relèvement du pays : la première en août et la deuxième en décembre 2020. C'est une action à la fois bilatérale et multilatérale et qui se limite à l'urgence et aux besoins immédiats du relèvement. En effet, depuis le défaut de paiement les bailleurs internationaux ne font plus confiance à l'Etat libanais. Il n'y a donc plus d'octroi de nouveaux prêts souverains.

- **Crise bancaire** : les canaux bancaires sont grippés. L'initiative française encourage fortement la formation d'un nouveau gouvernement dont la mission principale est la mise en œuvre de réformes politiques et économique susceptibles de faire revenir de la confiance et l'appui du FMI au Liban (car c'est une condition impérative : mettre en place des réformes notamment liée à la transparence, à la fiscalité, à certaines politiques publiques dans les services de base etc...). Mais depuis plus d'un an que ces réformes sont réclamées, rien n'a été fait.

o Action de la France :

Aide massive de nature humanitaire avec près de 50 millions d'euros en réponse à l'explosion en 2020 et on prévoit une somme identique pour 2021 (seulement en bilatéral). L'aide française humanitaire s'est concentrée en 4 secteurs :

- **Santé** (notamment post-explosions et COVID-19 car Liban est fortement touché) ;
- **Sécurité alimentaire** (le Liban est un des pays qui est sur la liste des pays à vigilance particulière du Programme Alimentaire Mondial (PAM).) ;
- **L'éducation** (plan d'aide à la scolarité très important à destination des écoles françaises et francophones avec 22 millions d'euros d'aide à la scolarité en 2020) ;
- La **reconstruction** des logements et du tissu des PME qui été touché par l'explosion du 4 août.

De plus, c'est 250 millions d'euros (en multilatéral) qui ont été promis et mis en œuvre. Le pays a donc mobilisé assez largement.

Rappel des grands axes de la coopération française au Liban, « en temps normal » du SCAC :

- **Coopération éducative** (en particulier avec les écoles francophones + partenariat avec le ministère de l'Éducation libanais sur les questions éducatives). L'action extérieure des collectivités territoriales pourrait ici très utilement compléter l'action du SCAC et de véritables partenariats pourraient être noués, sur des territoires identifiés ;
- **Coopération universitaire** (objectifs de soutien à la qualité de l'enseignement universitaire libanais, de la mobilité étudiante et enseignante) ;
- **Coopération culturelle** (qui était très riche et dense mais qu'il a fallu réinventer du fait de la crise de COVID-19) : programme Nafas de soutien à la scène artistique libanaise lancé au mois de mars ;
- **Coopération avec la société civile** : soutien à des projets ONG immédiats mais aussi dans la durée.
- Accompagnement à la **coopération décentralisée** : programme spécifique d'appui aux projets au Liban, avec le Bureau Technique des Villes Libanaises (BTVL) et la DAECT du ministère des Affaires Etrangères.

Importance de la réunion est de réfléchir ensemble avec toute l'indépendance des collectivités dans leur choix de coopération mais aussi d'apporter des éléments pour pouvoir converger vers des priorités et être complémentaires sur des sujets autant que possible dans le cadre des actions individuelles mais aussi dans le cadre du fonds spécial mis en place par CUF à la suite de l'explosion et de la crise qui frappe en général le Liban.

Questions / réactions

- Les participants ont fait remarquer les difficultés rencontrées pour l'envoi des denrées alimentaires car tout n'arrive pas à destination.
- Est-il possible de se positionner dans le port de Tripoli comme base arrière de Beyrouth pour sa reconstruction ? Réponse : le port de Tripoli a l'ambition de se développer. C'est la deuxième ville du pays, elle a pour vocation

de jouer la carte économique. C'est également une ville qui va mal économiquement car elle manque de projets de développement. Le port est cependant un atout sur lequel les autorités locales veulent miser. Cependant, elle est en proie à des manifestations et à des heurts car la population est touchée par la pauvreté et le manque de perspectives pour la jeunesse. Le soutien de la France à la ville s'est manifesté par une aide d'urgence qui a été débloquée en janvier à la suite des heurts. Même si la ville est officiellement (et majoritairement) en zone rouge, il est possible d'y développer des coopérations mais de manière encadrée.

- Mise en place du fonds PERSONAZ : quelle est la place les collectivités territoriales peuvent y prendre ?
Réponse : le fonds a bien avancé et se pérennise. Il devrait être lancé probablement fin avril dans un format d'un co-financement Œuvre d'Orient - MEAE et une recherche complémentaire de contribution auprès des collectivités territoriales et des fondations. Belle initiative mais les écoles qui ne sont pas chrétiennes ne sont pas éligible à ce fonds.

Les transferts bancaires :

Peut-être compliqué de faire des transferts bancaires car il faut un compte bancaire spécial pour recevoir de l'argent de l'étranger. Ce qu'il faut avoir à l'esprit c'est que la valeur qui va pouvoir en être tirée revêt une certaine sensibilité. Le taux officiel aujourd'hui est de 1 = 1500 livres libanaise or dans la réalité il vaut 1200. Important pour des questions de traçabilité.

3/ La coopération décentralisée dans ce contexte : quelles adaptations ? La coopération décentralisée franco-libanaise, paroles d'acteurs

Ville de Chambéry

L'association Chambéry solidarité internationale et le projet avec le Caza de Bcharré. Consortium particulier car il regroupe la ville mais aussi des ONG spécialisées sur le développement touristique et d'autres partenaires.

Le Caza de Bcharré se situe dans le nord Liban, à environ 50km de Tripoli. Il s'agit d'un regroupement d'une dizaine de villages dont la population peut doubler pendant les périodes estivales. Les crises qui frappent le Liban ont un impact fort sur le Caza. Il est composé d'une population principalement maronite qui vit de l'agriculture et du tourisme. Le projet est né du constat que l'exode rural est important dans la zone et que la mise en place d'une coopération développant le tourisme peut lutter contre le chômage grandissant et l'exode. Le partenariat a plusieurs objectifs :

- Mise en place d'un comité de développement touristique de la fédération des maires (renforcement des compétences du partenaire) et recrutement/formation d'un(e) chargé(e) de mission libanais au sein de la Fédération ;
- Développement de l'offre touristique et mise en valeur des points d'attractivité du Caza (valorisation des points d'intérêt notamment activités liées à la randonnée, création d'un topo guide et développement d'un circuit test);
- Etude d'impact sur le changement climatique (car le secteur susceptible d'être impacté).

Les perspectives sont nombreuses dans cette coopération. Il faut réfléchir à des coopérations plus construites, sur du développement intégré, en travaillant avec plusieurs collectivités et plusieurs acteurs (ONG). Les différentes crises qui ont frappé le Liban, ont eu des impacts sur cette coopération : la disponibilité des élus n'est pas la même bien qu'il y a des volontés d'avancer de part et d'autre mais la notion de priorité est forcément différente.

Il faut donc s'interroger sur une aide plus proche des préoccupations. Les déficits financiers de la fédération posent également problème. La fermeture des frontières est également un frein.

Département du Territoire de Belfort

Le département a une coopération avec Kaab Elias depuis 2005, elle fait suite à un cycle de formation de techniciens qui s'est réalisé sur le territoire de Belfort.

Plusieurs projets ont été menés depuis et les contacts restent réguliers. Cependant, depuis 2019 difficultés au niveau national et au niveau local sont survenues.

En effet, la municipalité accueille un centre de réfugiés syriens. Il y a donc une nécessité d'orienter les priorités (vers eau potable, électricité...). Le territoire n'a donc pas mené de gros projet hors la sensibilisation à la gestion des déchets et à l'environnement avec l'envoi de deux camions de collectes d'ordures ménagères.

La crise sanitaire a également changé les plans de déplacement sur le terrain en 2020. Cependant, il y a un vrai lien d'amitié et le président du département a versé une subvention à une association locale suite à l'explosion ce qui a permis à cette amitié de se maintenir.

Réaction du Bureau Technique des Villes Libanaises / Cités Unies Liban : les collectivités libanaises dans ce contexte

Parmi les projets menés par le BTVL, aucun n'a été arrêté, tous ont pu se poursuivre en se réadaptant de manière plus ou moins importantes malgré toutes ces crises. Certains projets se sont réadaptés pour répondre aux besoins directs des populations et des territoires tout en étant structurants. De manière plus concrète, les déplacements ou rendez-vous prévus initialement en présentiel se sont maintenus à distance.

La coopération décentralisée est même rendue plus que nécessaire. La situation actuelle des collectivités fait qu'elles sont les premières face à un Etat qui est quasiment inexistant, elles sont l'action publique encore debout. Malgré l'urgence, elles restent intéressées par d'autres thématiques structurantes.

Le BTVL souhaite organiser un webinaire destiné aux collectivités libanaises pour leur permettre de mieux appréhender la coopération décentralisée et ce qu'ils peuvent en attendre. A long terme, avec l'appui de la DAECT, de l'ambassade et de Cités Unies France, le but est de mobiliser des collectivités françaises prêtes à s'engager.

Questions / réponse :

- L'envoi de volontaires internationaux est-il possible dans ce contexte ? C'est un levier qui semble être trop compliqué à mettre en place pour l'instant.
- Le lien entre coopération décentralisée et société civile est une piste à creuser car ce sont les derniers supports de l'Etat qui bénéficient d'un peu de crédit face à la population. La construction de collaborations entre eux semble de nature à favoriser cette confiance.

4/ Informations

Point sur les AAP pour la coopération franco-libanaise, *Anne-Marie Mevel Reingold, chargée de mission auprès de l'Ambassadeur pour l'AECT coopération Méditerranée, DAECT, MEAE*

- La DAECT vient de conclure le dernier triennal 2019-2021 : Douze dossiers qui ont été présentés pour un montant total de 737 400€ ce qui est correct au regard de la période. Le contexte libanais, la pandémie et le contexte électoral qui ont traversé ce triennal n'ont pas démenti la volonté des collectivités françaises et libanaises de travailler ensemble. La DAECT va engager pour 2022-2024 un nouvel appel à projet triennal.
- Concernant les établissements libanais d'enseignement français, il y a 32 écoles d'enseignements français qui ont été soutenus à hauteur de 7 millions d'euros conformément aux vœux du Président de la République. Pour le fonds PERSONAZ, il devra être rendu public à la fin du mois d'avril mais d'ores et déjà des collectivités se sont rapprochées de l'Œuvre d'Orient pour y prendre part. Il y aura cependant des modalités bien définies qui parviendront prochainement.

Le programme d'actions issu du fonds de solidarité de CUF en direction du Liban, *Simone Giovetti, Chef service internationale, Europe, crises et réhabilitation, pour Valérie Dumontet, vice-présidente du conseil départemental de l'Aude*

Rappel : le fonds a été créé en août 2021 à la suite de l'explosion du port de Beyrouth pour apporter un soutien aux collectivités et aux populations touchées par cette catastrophe. Il est conduit par Valérie Dumontet qui, avec l'ensemble des collaborateurs, a défini un programme d'utilisation de ce fonds. Ce n'est pas un fonds d'urgence mais un fonds de solidarité à moyen terme et de sortie de crise.

Plus de 65 collectivités territoriales ont répondu à l'appel de Cités Unies France pour un total de 650 000€. Il s'agit donc d'élan important.

Un plan d'action a été défini :

- 1^{er} volet (terminé d'ici l'été) : se concentre sur la zone de Beyrouth avec un lien plus direct à la municipalité sur la zone du port en direction d'une cinquantaine de familles (identifiées par une étude préalable). Avec Beyrouth Urban Lab, le travail va se concentrer sur du développement urbain.
- 2^{ème} volet (septembre-décembre 2021) : aide au développement économique local via des formations professionnelles (stages, formations...) avec 16 collectivités. Ces collectivités sont en cours d'identification. L'idée est de ne pas concentrer l'aide uniquement sur Beyrouth mais d'élargir à d'autres villes.
- 3^{ème} volet : Education sociale via une aide aux centres culturels des collectivités sélectionnées afin de permettre aux enfants de poursuivre leur enseignement notamment à distance (équipement, programme...).
- 4^{ème} volet : Activités directement envers les agents municipaux des collectivités pour un appui technique et matériel qui répond au besoin de transition de ces crises économiques et financières qui touchent les personnels des municipalités.

Le programme durant deux ans, il est prévu l'organisation de 4 webinaires où les collectivités donatrices seront conviées. Des missions politiques et techniques reprendront dès que possible (une délégation de CUF d'ici la fin de l'année, puis éventuellement en 2022, une plus politique avec des élus qui le souhaite). Aujourd'hui, la phase de contractualisation avec le BTVL vient de s'achever : les conventions sont signées, les premiers virements effectués. Un recrutement a été fait au niveau du BTVL.

5/ Conclusion

Mme Aurélie Le Meur, présidente du groupe-pays Liban, 1^{ere} adjointe au Maire de Chambéry

Madame Le Meur remercie tous les participants et les intervenants. Le nombre important de participants montre l'implication des collectivités françaises dans le pays. Dans la poursuite de ce groupe, il sera programmé un atelier pour prolonger les échanges d'expériences. Une mission est en cours d'organisation pour le mois de septembre sur le terrain.

Annexe 1
Liste des participants à la réunion

Nom	Collectivité / Organisme
Aurélie Le Meur	Chambéry
Genevieve Sevrin	CUF
Virginie Rouquette	CUF
Valérie Dumontet	Département de l'Aude
Anne-Marie Mevel Reingold	DAECT – ministère des Affaires Etrangères
Marie Buscaïl	Ambassade de France au Liban
Houda Odeimi	Cités Unies Liban / BTVL
Béchir Odeimi	Cités Unies Liban / BTVL
Samuel Caillault	Chambéry
Edith Godfroy	Territoire de Belfort
Simone Giovetti	CUF
Céline Colella	CUF
Achille Castelnau	Ambassade de France au Liban
Jordan Morice	Département des Yvelines
Emilio Piriz	Région Provence Alpes-Côte d'Azur
Houcine Besaid	Septème-les-Vallons
Mohammed El Ghazali	Nancy
Brenda Milani	Nice
Clare Hart	Montpellier
Thomas Biguet	Nouvelle Aquitaine
Valérie De Rosa	Grand Lyon
Juliette Mato	Département de Loire Atlantique
Carole Mercier-Joyeux	Département de Loire Atlantique
Franck Gonsse	Communauté Urbaine de Dunkerque
Maxime Henri-Rousseau	Pays de la Loire
Vincent Dusseaux	Solidarité Eau
Jérôme Burgis	Aix-en-Provence
Emérentienne Galtier	Grand Nancy
Sophie Flandre	Compiègne
Arielle François	Compiègne
Claire Aoun	Compiègne
Pierre Revel	France Volontaire
Eric Pensalfini	Saint-Max
Eric Monceau	Région Occitanie
Anaïs Muller	Territoire de Belfort
Lisa Goursaud	/
/	ONG Tetraktys
Romane Coste	Corail Developpement
Sophie Marion	Région Pays de la Loire